

COMMUNIQUÉ HEBDOMADAIRE

Nouvelle hausse de l'inquiétude après l'invasion russe

RÉFLEXIONS DE LA SEMAINE

- ▶ La guerre éclate.

STATISTIQUES CLÉS DE LA SEMAINE

- ▶ La confiance des consommateurs américains a de nouveau diminué en février selon l'indice du Conference Board.
- ▶ Canada : une hausse des dépenses en immobilisations est prévue pour 2022.

À SURVEILLER

- ▶ États-Unis : après la surprise de janvier, la création d'emplois devrait se montrer un peu plus modeste en février.
- ▶ La Banque du Canada devrait décréter une première hausse de ses taux directeurs mercredi prochain.
- ▶ Canada : le PIB réel devrait demeurer pratiquement inchangé en décembre, mais connaître une hausse d'environ 6,6 % (à rythme trimestriel annualisé) pour l'ensemble du quatrième trimestre.

MARCHÉS FINANCIERS

- ▶ Les Bourses mondiales plongent, mais l'Amérique du Nord s'en tire mieux.
- ▶ Les taux obligataires se maintiennent malgré la fuite vers les valeurs refuges.
- ▶ Une fois de plus, le dollar américain a été avantagé par son rôle de valeur refuge.

TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine.....	2	Marchés financiers.....	4	Indicateurs économiques de la semaine.....	7
Statistiques clés de la semaine	3	À surveiller cette semaine	5	Tableaux : <i>Indicateurs économiques</i>	9
<i>États-Unis, Canada</i>		<i>États-Unis, Canada, Outre-mer</i>		<i>Principaux indicateurs financiers</i>	11

Réflexions de la semaine

La guerre éclate

Par Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège

Les relations entre la Russie et l'Ukraine se sont détériorées depuis que le président russe Vladimir Poutine a annexé la Crimée en 2014. Cette semaine, ces tensions ont finalement conduit à un véritable conflit armé. Certains pensent qu'il s'agit de la pire crise sécuritaire en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. On ne sait toujours pas comment ni quand elle se terminera.

Comme nous l'avons indiqué dans un [Point de vue économique](#) cette semaine, c'est en Europe de l'Est que les conséquences sont les plus importantes. La Russie pourrait avoir les yeux rivés sur un certain nombre d'anciens États soviétiques, ce qui dissuaderait les investissements étrangers dans ces pays. Pendant ce temps, l'Europe de l'Ouest verra les prix de l'énergie monter en flèche, la confiance des entreprises et des consommateurs diminuer et subira les conséquences de sa forte dépendance au gaz naturel russe. Les sanctions et les mesures de rétorsion affaibliront encore davantage les perspectives européennes.

S'il est peu probable que l'Occident intervienne militairement, les pays répondent par des sanctions économiques. Celles-ci sont plus élargies et plus punitives que celles imposées après l'annexion de la Crimée. Au moment d'écrire ces lignes, elles comprennent l'inscription sur une liste noire des principales banques et l'interdiction au gouvernement et aux entreprises russes de se financer sur plusieurs marchés étrangers. Des sanctions technologiques rappelant celles imposées à l'entreprise chinoise Huawei sont aussi de la partie. La coupure de l'accès au système SWIFT reste une option, bien que plus controversée. Bien sûr, la Russie peut riposter. Sa meilleure arme est l'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel. Jeudi, nous avons vu les contrats à terme sur le gaz naturel européen grimper en flèche en raison des craintes entourant ce scénario. Une telle mesure de la part de la Russie ne serait probablement qu'un dernier recours. Elle nuirait encore davantage à son économie, qui sera déjà ébranlée par les sanctions occidentales.

Les économies nord-américaines ont moins de liens directs avec la Russie, de sorte que les sanctions auront moins d'impact sur l'activité économique d'ensemble. L'année dernière, la Russie et l'Ukraine n'ont représenté qu'un maigre 0,3 % des échanges commerciaux du Canada. La hausse des prix du pétrole a traditionnellement été un élément positif net pour l'économie canadienne. Toutefois, comme nous l'avons indiqué mardi dans un [Point de vue économique](#), le dollar canadien n'est plus stimulé par les prix élevés du pétrole. Les dépenses d'investissement du secteur de l'énergie sont beaucoup moins réactives qu'auparavant. L'Alberta vient tout de même de projeter

son premier excédent budgétaire depuis 2014, preuve que la conjoncture économique canadienne est encore sensible aux prix du pétrole. Par ailleurs, il faut tenir compte du contexte. Comme nous l'avons [observé](#) la semaine dernière, le Canada assouplit davantage les restrictions en matière de santé publique aujourd'hui qu'à n'importe quel autre moment depuis le début de la pandémie. À moins d'une catastrophe imprévue, le secteur des services devrait bénéficier des vents de dos plus importants que les vents contraires de la crise ukrainienne.

Cela dit, l'inflation nord-américaine est affectée de manière significative, et ce, d'au moins trois façons. Premièrement, la montée en flèche des prix du pétrole brut et de l'essence cette année est due en grande partie à la montée des tensions géopolitiques. Deuxièmement, la flambée des prix du gaz naturel rend les engrais – et par extension les produits agricoles – plus chers. Troisièmement, l'industrie mondiale des semi-conducteurs est fortement tributaire de la Russie et de l'Ukraine pour le néon, le palladium et d'autres matériaux essentiels. Cela pourrait signifier des perturbations continues de l'approvisionnement pour les industries de l'automobile et de la technologie qui dépendent des semi-conducteurs, de même qu'une accumulation des stocks plus faible que prévu et un répit limité des prix de certains biens. Par conséquent, les risques à l'inflation demeurent orientés à la hausse.

Que signifie tout cela pour la politique monétaire? Compte tenu du risque accru de contraction de l'activité économique dans la zone euro, nous pensons que la Banque centrale européenne s'abstiendra de fixer un calendrier ferme pour la fin de son programme d'achat d'actifs, malgré l'inflation élevée. Les chances de voir des hausses de taux cette année sont également minces. La Banque d'Angleterre relèvera probablement ses taux en mars, mais en utilisant un ton beaucoup plus prudent concernant les prochaines étapes. Nous continuons toutefois de penser que la Réserve fédérale et la Banque du Canada annonceront des hausses initiales de 25 points de base le mois prochain. Même si l'on peut s'attendre à ce que ces banques centrales suivent de près l'évolution de la situation, la réalité est que les points de départ de l'inflation et des taux directeurs leur donnent peu de marge de manœuvre pour ne serait-ce que retarder la normalisation.

Statistiques clés de la semaine

Par Francis Généreux, économiste principal, et Benoit P. Durocher, économiste principal

ÉTATS-UNIS

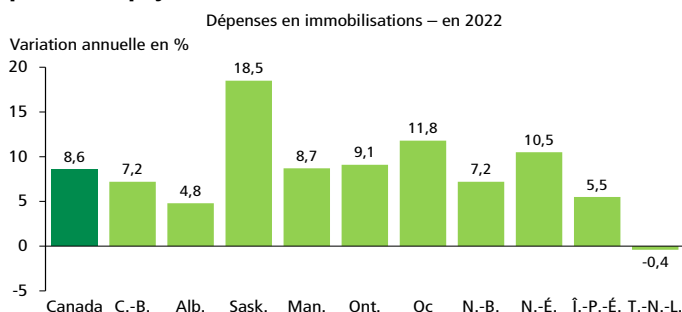
- ▶ Le revenu disponible réel des ménages a diminué de 0,5 % en janvier, une quatrième baisse mensuelle consécutive. Le recul reflète notamment la fin d'un crédit d'impôt pour la famille instauré en 2021. De son côté, la consommation réelle a bondi de 1,5 %, sa plus forte croissance depuis mars 2021. Le déflateur des dépenses de consommation a augmenté de 0,6 % en janvier et sa variation annuelle est passée de 5,8 % à 6,1 %, un sommet depuis février 1982.
- ▶ Le PIB réel a augmenté de 7,0 % à rythme annualisé au quatrième trimestre de 2021, selon la deuxième estimation des comptes nationaux. C'est marginalement plus élevé que le gain de 6,9 % préalablement estimé.
- ▶ L'indice de confiance des consommateurs du Conference Board s'est détérioré en février. Il est passé de 111,1 en janvier (révisé de 113,8) à 110,5 en février. C'est le plus bas niveau depuis septembre. Le recul provient exclusivement des anticipations des ménages (-1,3 point), alors que celui reflétant leur situation actuelle a plutôt gagné 0,6 point.
- ▶ Les nouvelles commandes de biens durables ont progressé de 1,6 % en janvier, après des hausses de 1,2 % en décembre (révisé de -0,7 %) et de 3,2 % en novembre. Le gain provient surtout d'une hausse de 4,7 % des commandes d'avions. Les commandes liées à l'automobile ont plutôt diminué de 0,4 %. Excluant les transports, les nouvelles commandes ont augmenté de 0,7 %, après une hausse de 0,9 % en décembre.
- ▶ Les ventes de maisons individuelles neuves ont chuté de 4,5 % en janvier, après deux hausses mensuelles consécutives de plus de 12 %. Le niveau annualisé est ainsi passé de 839 000 unités en décembre à 801 000 en janvier.
- ▶ L'indice S&P/Case-Shiller dans les 20 principales villes s'est à nouveau accéléré en décembre avec une variation mensuelle de 1,5 %. C'est la plus forte croissance depuis juillet. La variation annuelle est passée de 18,3 % en novembre à 18,6 % en décembre.

CANADA

- ▶ Après une croissance estimée à 10,4 % en 2021, les dépenses en immobilisations devraient croître de 8,6 % en 2022, selon l'enquête de Statistique Canada. Les perspectives d'investissement pour l'année 2022 demeurent grandement affectées par les soubresauts découlant de la pandémie. Des retards importants ont été accumulés depuis 2020 dans certaines industries et la normalisation de la situation pandémique grâce notamment à la vaccination favorise un rattrapage. Cela dit, les attentes sont élevées en matière d'investissement. Les problèmes d'approvisionnement, les difficultés dans le transport et l'accentuation de pénurie de main-d'œuvre ont récemment mis en évidence les besoins urgents pour certains investissements. À cet égard, la hausse prévue dans l'enquête annuelle de 2022 apparaît somme toute décevante. Selon toute vraisemblance, la formation brute de capital fixe contribuera positivement à la croissance économique en 2022. Cependant, en plus de la situation pandémique, plusieurs autres facteurs pourraient ralentir l'évolution des investissements. Les problèmes d'approvisionnement et de transport pourraient limiter les dépenses en immobilisations malgré les bonnes intentions. L'ampleur de la remontée des taux d'intérêt reste également incertaine et dépendra grandement de l'évolution de l'inflation.

CANADA

Les perspectives d'investissement sont élevées pratiquement partout au pays



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Marchés financiers

L'invasion de l'Ukraine crée une onde de choc sur les marchés mondiaux

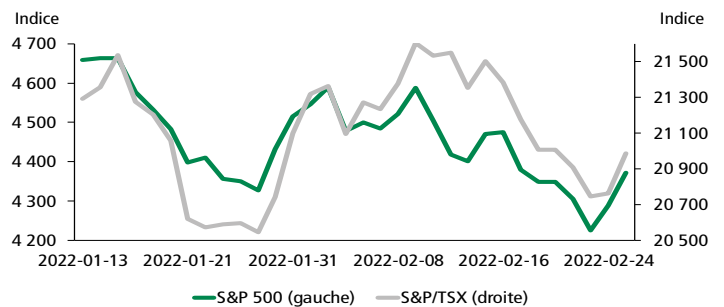
Par Hendrix Vachon, économiste principal, et Lorenzo Tessier-Moreau, économiste senior

La crise ukrainienne continuait de faire reculer les Bourses en début de semaine, mais elle a pris un dur tournant jeudi, lorsque le président russe Vladimir Poutine a annoncé une action militaire sur le territoire ukrainien. Les marchés européens et asiatiques ont plongé fortement dans la journée, alors que les prix du pétrole et du gaz naturel ont bondi. Les marchés nord-américains, moins exposés, s'en sont mieux tirés. Ils affichaient même de légers gains après une journée volatile jeudi. Les sanctions imposées à la Russie entraîneront sans aucun doute des répercussions importantes sur le système financier mondial, en plus d'exacerber les problèmes d'offre déjà importants et d'alimenter la hausse du prix des hydrocarbures. Après une dure semaine, les principaux indices étaient de retour au vert vendredi matin, limitant la baisse hebdomadaire sur les marchés nord-américains. La volatilité restait cependant élevée alors que la situation évolue d'heure en heure. Le prix du baril de WTI (*West Texas Intermediate*) a brièvement dépassé les 100 \$ US après l'invasion de l'Ukraine, mais il se stabilisait plus près de 92 \$ US vendredi.

Les périodes de forte incertitude entraînent généralement une fuite vers les valeurs refuges qui est favorable aux marchés obligataires. Les prix des obligations ont effectivement bondi dans la journée de jeudi, entraînant les taux à la baisse, mais ce mouvement a été de courte durée. L'invasion de l'Ukraine ne risque pas de limiter les pressions inflationnistes, bien au contraire, et des augmentations de taux continueront d'être requises. Les taux étaient légèrement en hausse sur l'ensemble de la courbe cette semaine aux États-Unis et au Canada.

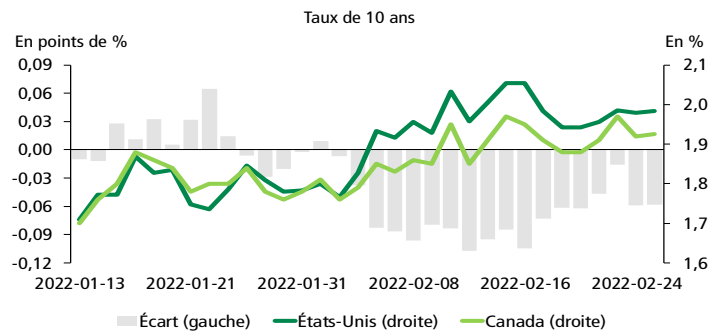
Profitant de son rôle de valeur refuge, le dollar américain s'est fortement apprécié contre la plupart des autres devises mercredi et jeudi. Il a ensuite perdu un peu de ses gains. Au moment d'écrire ces lignes, l'euro s'échangeait au-dessus de 1,12 \$ US. Il oscillait plutôt autour de 1,135 \$ US avant l'invasion russe et est descendu jusqu'à près de 1,110 \$ US jeudi. Le rouble russe a été délaissé sur les marchés et a atteint un niveau de faiblesse historique à 84 roubles/\$ US. Le dollar canadien n'a pas capitalisé sur la remontée des prix du pétrole et de plusieurs matières premières. L'attrait du billet vert a plutôt réduit le taux de change canadien aux environs de 0,78 \$ US.

GRAPHIQUE 1
Marchés boursiers



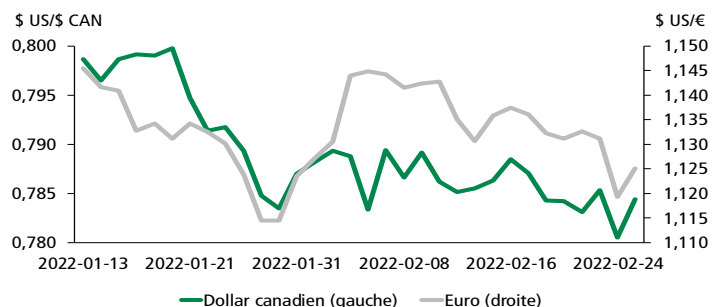
Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2
Marchés obligataires



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3
Marchés des devises



Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

À surveiller

Par Francis Généreux, économiste principal, et Benoit P. Durocher, économiste principal

MARDI 1^{er} mars - 10:00

Février

Consensus	58,0
Desjardins	56,0

Janvier **57,6**

MARDI 1^{er} mars

Février

Consensus	14 350 000
Desjardins	14 200 000

Janvier **15 040 000**

JEUDI 3 mars - 10:00

Février

Consensus	61,0
Desjardins	60,3

Janvier **59,9**

VENDREDI 4 mars - 8:30

Février

Consensus	400 000
Desjardins	310 000

Janvier **467 000**

LUNDI 28 février - 8:30

T4 2021

Consensus	2,20
Desjardins	3,38

T3 2021 **1,37**

ÉTATS-UNIS

Indice ISM manufacturier (février) – L'ISM manufacturier a subi en janvier sa troisième baisse consécutive. En diminuant à 57,6 (ce qui reste relativement élevé), il a atteint son plus bas niveau depuis novembre 2020. On s'attend à ce qu'il ait encore diminué au cours du mois de février. C'est ce que signalent les indicateurs régionaux de janvier publiés jusqu'à maintenant. Il faudra notamment surveiller les composantes de l'ISM associées aux délais de livraison, aux commandes en attente et aux prix payés pour voir s'il y a des signes d'atténuation des problèmes d'approvisionnement.

Ventes d'automobiles neuves (février) – Les ventes de véhicules automobiles neufs ont bondi de 20,0 % en janvier, la meilleure hausse mensuelle depuis 2009 si l'on exclut le regain au début de la pandémie au printemps de 2020. Le niveau annualisé de ventes demeure cependant relativement bas, soit 10,3 %, sous le niveau d'il y a un an. Les ventes d'automobiles pourraient cependant diminuer à nouveau en février alors que les problèmes d'approvisionnement n'ont pas fini de hanter cette industrie.

Indice ISM services (février) – L'ISM services a subi deux importantes baisses mensuelles en décembre et en janvier. Le recul total de 8,5 points l'a fait passer d'un sommet historique de 68,4 en novembre à 59,9 en janvier. Ce niveau demeure cependant compatible avec une bonne croissance de l'activité au sein des services, mais la baisse reflète les problèmes occasionnés par la vague de COVID-19 associée au variant Omicron. On s'attend à une légère hausse de l'ISM services en février. Les indicateurs régionaux non manufacturiers publiés jusqu'à maintenant pour février suggèrent une modeste hausse de l'indice, et ce, bien que la confiance des consommateurs se soit à nouveau détériorée.

Création d'emplois selon les entreprises (février) – La force de la création d'emplois en janvier ainsi que les révisions haussières des mois précédents ont causé toute une surprise lors de la publication de l'enquête au tout début de février. On s'attend cependant à une croissance moins vive en février que l'étonnant 467 000 de janvier. Cette forte création d'emplois reposait, entre autres, sur des ajustements saisonniers favorables qui pourraient être moins présents cette fois-ci. Cela dit, l'atténuation de la vague Omicron pourrait tout de même donner un bon support à la progression du marché du travail. Toutefois, l'effet devrait davantage se faire sentir par une hausse des heures travaillées. Une météo moins défavorable pourrait aussi jouer un rôle positif. Somme toute, on s'attend à 310 000 nouveaux emplois pour le mois de février. Après une hausse momentanée en janvier due à un rebond de la population active, le taux de chômage devrait afficher une diminution pour février et atteindre 3,8 %.

CANADA

Compte courant (T4) – La valeur des exportations de marchandises a augmenté de 7,1 % au quatrième trimestre, alors que celle des importations a progressé de 5,9 %. Le solde du commerce de marchandises s'est ainsi amélioré de 2,1 G\$ durant le trimestre. Cela se répercutera sur le solde du compte courant, qui devrait également s'améliorer durant le trimestre.

MARDI 1^{er} mars - 8:30

Décembre	m/m
Consensus	0,0 %
Desjardins	0,0 %
Novembre	0,6 %

MARDI 1^{er} mars - 8:30

T4 2021	taux ann.
Consensus	6,5 %
Desjardins	6,6 %
T3 2021	5,4 %

MERCREDI 2 mars - 10:00

Mars	
Consensus	0,50 %
Desjardins	0,50 %
26 janvier	0,25 %

 VENDREDI 4 mars - 8:30

T4 2021	t/t
Consensus	nd
Desjardins	-0,1 %
T3 2021	-1,5 %

MERCREDI 2 mars - 5:00

Février	a/a
Consensus	5,4 %
Janvier	5,1 %

PIB réel par industrie (décembre) – Selon les résultats provisoires de Statistique Canada, le mois de décembre se serait soldé avec une variation pratiquement nulle du PIB réel par industrie. Nos estimations corroborent ce pronostic. Il faut dire que les résultats des indicateurs économiques ont été assez mixtes durant le mois. Les ventes des manufacturiers et des grossistes ont augmenté, mais celles des détaillants ont fortement diminué. Des données préliminaires laissent croire que les stocks ont crû de façon importante. Le nombre total d’heures travaillées durant le mois a également progressé de 0,6 %. Par contre, le nombre de mises en chantier a chuté en décembre.

PIB réel (T4) – Le PIB réel devrait encore connaître un rythme de croissance assez soutenue au quatrième trimestre. Rappelons que le PIB réel par industrie a augmenté de 0,8 % en octobre, suivi d’un gain de 0,6 % en novembre. Si l’on tient compte de la progression presque nulle prévue pour décembre, l’ensemble du quatrième trimestre pourrait se solder avec une augmentation du PIB réel d’environ 6,6 % (à rythme trimestriel annualisé). Malgré la tendance à la baisse de l’investissement résidentiel, la demande intérieure devrait de nouveau contribuer de façon importante à la croissance. Une hausse plus rapide des exportations que des importations devrait aussi ouvrir la voie à une amélioration du solde commercial.

Réunion de la Banque du Canada (mars) – Les autorités monétaires préparent le terrain depuis leur réunion de janvier dernier. Il n’y a aucun doute qu’une première hausse de 25 points de base du taux cible des fonds à un jour sera décrétée la semaine prochaine. Avec la normalisation de l’économie et, surtout, la vive accélération de l’inflation, il est indéniable qu’une remontée des taux d’intérêt directs s’impose. D’autres augmentations seront nécessaires au cours des prochains trimestres afin de ramener le taux cible des fonds à un jour près de son niveau d’équilibre, qui se situerait entre 1,75 % et 2,75 % selon la Banque du Canada. Les autorités monétaires voudront cependant conserver une approche graduelle et prudente dans un contexte où les ménages canadiens sont très endettés et donc plus sensibles aux hausses de taux d’intérêt.


Productivité du travail (T4) – Selon des résultats provisoires, la production du secteur des entreprises s’est accrue de 1,8 % au quatrième trimestre. Cependant, le nombre total d’heures travaillées a augmenté de 2,0 % durant la période, ce qui laisse croire que la productivité des travailleurs s’est légèrement détériorée au quatrième trimestre. Cette faiblesse de la productivité, combinée à une hausse des salaires, devrait mener à une autre augmentation du coût unitaire de main-d’œuvre.


OUTRE-MER

Zone euro : Indice des prix à la consommation (février – préliminaire) – L’inflation est élevée en zone euro bien que le 5,1 % de janvier se compare avantageusement avec le 7,5 % de croissance annuelle de l’indice américain des prix à la consommation. On sent aussi que la progression récente de la variation annuelle des prix eurolandais est moins vive. Après être passée de 3,0 % en août à 4,9 % en novembre, elle n’a grimpé que de 0,1 point de pourcentage par mois depuis. On remarque aussi qu’une très grande partie de l’inflation provient encore de l’énergie (variation annuelle de 28,8 % en janvier). Cette situation pourrait cependant être exacerbée avec l’escalade militaire en Ukraine.

Indicateurs économiques

Semaine du 28 février au 4 mars 2022

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 28	8:30	Balance commerciale de biens – préliminaire (G\$ US)	Janv.	-99,3	-98,7	-100,5
	8:30	Stocks des détaillants (m/m)	Janv.	nd	nd	4,4 %
	8:30	Stocks des grossistes – préliminaire (m/m)	Janv.	1,3 %	nd	2,2 %
	9:45	Indice PMI de Chicago	Févr.	62,3	63,5	65,2
	10:30	Discours du président de la Réserve fédérale d'Atlanta, R. Bostic				
MARDI 1	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Févr.	14 350 000	14 200 000	15 040 000
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Janv.	-0,2 %	0,7 %	0,2 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Févr.	58,0	56,0	57,6
MERCREDI 2	9:00	Discours du président de la Réserve fédérale de Chicago, C. Evans				
	9:30	Discours du président de la Réserve fédérale de Saint-Louis, J. Bullard				
	10:00	Témoignage du président de la Réserve fédérale, J. Powell, devant un comité de la Chambre des représentants				
	14:00	Publication du <i>Livre Beige</i>				
JEUDI 3	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	21-25 févr.	227 000	228 000	232 000
	8:30	Productivité non agricole – final (taux ann.)	T4	6,7 %	6,6 %	6,6 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre – final (taux ann.)	T4	0,3 %	0,3 %	0,3 %
	10:00	Indice ISM services	Févr.	61,0	60,3	59,9
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Janv.	0,5 %	1,2 %	-0,4 %
	10:00	Témoignage du président de la Réserve fédérale, J. Powell, devant un comité du Sénat				
	18:00	Discours du président de la Réserve fédérale de New York, J. Williams				
 VENDREDI 4	8:30	Création d'emplois non agricoles	Févr.	400 000	310 000	467 000
	8:30	Taux de chômage	Févr.	3,9 %	3,8 %	4,0 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Févr.	34,6	34,7	34,5
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Févr.	0,5 %	0,4 %	0,7 %
CANADA						
LUNDI 28	8:30	Compte courant de la balance des paiements (G\$)	T4	2,20	3,38	1,37
	8:30	Indice des prix des produits industriels (m/m)	Janv.	1,0 %	1,5 %	0,7 %
	8:30	Indice des prix des matières brutes (m/m)	Janv.	5,0 %	6,0 %	-2,9 %
MARDI 1	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Déc.	0,0 %	0,0 %	0,6 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T4	6,5 %	6,6 %	5,4 %
MERCREDI 2	10:00	Réunion de la Banque du Canada	Mars	0,50 %	0,50 %	0,25 %
JEUDI 3	11:30	Discours du gouverneur de la Banque du Canada, T. Macklem				
 VENDREDI 4	8:30	Permis de bâtir (m/m)	Janv.	0,0 %	-0,3 %	-1,9 %
	8:30	Productivité du travail (t/t)	T4	nd	-0,1 %	-1,5 %
	8:30	Coût unitaire de main-d'œuvre (t/t)	T4	nd	1,7 %	1,9 %
	10:00	Indice PMI-Ivey	Févr.	nd	53,0	50,7

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 5 heures).  Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 28 février au 4 mars 2022

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus		Données précédentes		
				m/m (t/t)	a/a	m/m (t/t)	a/a	
OUTRE-MER								
DIMANCHE 27								
Japon	18:50	Production industrielle – préliminaire	Janv.	-0,7 %	0,1 %	-1,0 %	2,7 %	
Japon	18:50	Ventes au détail	Janv.	-1,2 %	1,4 %	-1,0 %	1,4 %	
LUNDI 28								
Japon	0:00	Mises en chantier	Janv.		2,3 %		4,2 %	
Chine	20:30	Indice PMI manufacturier	Févr.	49,8		50,1		
Chine	20:30	Indice PMI non manufacturier	Févr.	50,7		51,1		
Australie	22:30	Réunion de la Banque de réserve d'Australie	Févr.	0,10 %		0,10 %		
MARDI 1								
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Févr.	58,0		58,3		
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	57,6		57,6		
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	58,5		58,5		
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	58,4		58,4		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Févr.	57,3		57,3		
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Févr.	0,5 %	5,3 %	1,6 %	4,8 %	
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Févr.	0,8 %	5,0 %	0,4 %	4,9 %	
MERCREDI 2								
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Févr.	0,6 %	10,8 %	0,8 %	11,2 %	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Févr.	0,6 %	5,4 %	0,3 %	5,1 %	
JEUDI 3								
Japon	0:00	Confiance des consommateurs	Févr.	35,0		36,7		
Italie	3:45	Indice PMI composite	Févr.	54,0		50,1		
Italie	3:45	Indice PMI services	Févr.	52,5		48,5		
France	3:50	Indice PMI composite – final	Févr.	57,4		57,4		
France	3:50	Indice PMI services – final	Févr.	57,9		57,9		
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Févr.	56,2		56,2		
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Févr.	56,6		56,6		
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Févr.	55,8		55,8		
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Févr.	55,8		55,8		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Févr.	60,2		60,2		
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Févr.	60,8		60,8		
Zone euro	5:00	Indice des prix à la production	Janv.	2,5 %	27,0 %	2,9 %	26,2 %	
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Janv.	6,9 %		7,0 %		
Japon	18:30	Taux de chômage	Janv.	2,7 %		2,7 %		
VENDREDI 4								
Allemagne	2:00	Balance commerciale (G€)	Janv.	5,5		7,0		
Allemagne	2:00	Compte courant (G€)	Janv.	16,5		23,9		
France	2:45	Production industrielle	Janv.	0,5 %	-3,2 %	-0,2 %	-0,5 %	
Italie	4:00	PIB réel – final	T4	0,6 %	6,4 %	0,6 %	6,4 %	
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Janv.	1,5 %	9,2 %	-3,0 %	2,0 %	

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. (SA) : ajusté pour les saisonnalités, (NSA) : non ajusté pour les saisonnalités. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT - 5 heures).

ÉTATS-UNIS
Indicateurs économiques trimestriels

	TRIM. DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)		VARIATION ANNUELLE (%)		
			Trim. ann.	1 an	2021	2020	2019
Produit intérieur brut (G\$ 2012)	2021 T4	19 811	7,0	5,6	5,7	-3,4	2,3
Consommation (G\$ 2012)	2021 T4	13 837	3,1	7,0	7,9	-3,8	2,2
Dépenses gouvernementales (G\$ 2012)	2021 T4	3 360	-2,6	0,1	0,5	2,5	2,2
Investissements résidentiels (G\$ 2012)	2021 T4	696,0	1,0	-1,7	9,1	6,8	-0,9
Investissements non résidentiels (G\$ 2012)	2021 T4	2 907	3,1	6,6	7,4	-5,3	4,3
Changement des stocks (G\$ 2012) ¹	2021 T4	171,2	---	---	-38,1	-42,3	75,1
Exportations (G\$ 2012)	2021 T4	2 397	23,6	5,2	4,6	-13,6	-0,1
Importations (G\$ 2012)	2021 T4	3 738	17,6	9,6	14,0	-8,9	1,2
Demande intérieure finale (G\$ 2012)	2021 T4	20 795	2,0	5,4	6,6	-2,5	2,4
Déflateur du PIB (2012 = 100)	2021 T4	121,3	7,1	5,9	4,2	1,3	1,8
Productivité du travail (2012 = 100)	2021 T4	113,1	6,6	2,0	1,8	2,4	2,0
Coût unitaire de main-d'œuvre (2012 = 100)	2021 T4	122,7	0,3	3,1	3,2	4,5	1,8
Indice du coût de l'emploi (déc. 2005 = 100)	2021 T4	148,1	4,2	4,0	3,3	2,6	2,8
Solde du compte courant (G\$) ¹	2021 T3	-214,8	---	---	-616,1	-472,1	-438,2

¹ Statistique représentant le niveau au cours de la période; * Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

ÉTATS-UNIS
Indicateurs économiques mensuels

	MOIS DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)			
			-1 mois	-3 mois	-6 mois	-12 mois
Indicateur avancé (2016 = 100)	Janv.	119,6	-0,3	1,1	2,6	8,6
Indice ISM manufacturier ¹	Janv.	57,6	58,8	60,8	59,9	59,4
Indice ISM non manufacturier ¹	Janv.	59,9	62,3	66,7	64,1	58,5
Confiance cons. Conference Board (1985 = 100) ¹	Févr.*	110,5	111,1	111,9	115,2	95,2
Dépenses de consommation (G\$ 2012)	Janv.*	13 919	1,5	0,1	1,9	5,4
Revenu personnel disponible (G\$ 2012)	Janv.*	15 310	-0,5	-0,9	-2,7	-9,9
Crédit à la consommation (G\$)	Déc.	4 431	0,4	1,7	2,9	5,9
Ventes au détail (M\$)	Janv.	649 776	3,8	1,8	5,6	13,0
<i>Excluant automobiles (M\$)</i>	Janv.	517 269	3,3	1,1	5,8	13,4
Production industrielle (2012 = 100)	Janv.	103,5	1,4	2,2	2,3	4,1
Taux d'utilis. capacité de production (%) ¹	Janv.	77,6	76,6	76,1	76,2	75,0
Nouv. commandes manufacturières (M\$)	Déc.	530 723	-0,4	2,6	4,9	13,3
Nouv. commandes biens durables (M\$)	Janv.*	277 455	1,6	6,0	7,2	14,1
Stocks des entreprises (G\$)	Déc.	2 207	2,1	4,9	7,2	10,5
Mises en chantier résidentielles (k) ¹	Janv.	1 638	1 708	1 552	1 562	1 625
Permis de bâtir résidentiels (k) ¹	Janv.	1 895	1 885	1 653	1 630	1 883
Ventes de maisons neuves (k) ¹	Janv.*	801,0	839,0	667,0	704,0	993,0
Ventes de maisons existantes (k) ¹	Janv.	6 500	6 090	6 190	6 030	6 650
Surplus commercial (M\$) ¹	Déc.	-80 731	-79 331	-80 814	-72 314	-65 802
Emplois non agricoles (k) ²	Janv.	149 629	467,0	1 624	3 242	6 612
Taux de chômage (%) ¹	Janv.	4,0	3,9	4,6	5,4	6,4
Prix à la consommation (1982-1984 = 100)	Janv.	281,9	0,6	1,9	3,6	7,5
<i>Excluant aliments et énergie</i>	Janv.	286,4	0,6	1,7	2,7	6,0
Déflateur des dépenses de cons. (2012 = 100)	Janv.*	119,4	0,6	1,7	3,1	6,1
<i>Excluant aliments et énergie</i>	Janv.*	120,7	0,5	1,5	2,6	5,2
Prix à la production (2009 = 100)	Janv.	133,0	0,9	2,3	4,3	9,7
Prix des exportations (2000 = 100)	Janv.	148,3	2,9	1,9	4,4	15,1
Prix des importations (2000 = 100)	Janv.	140,1	2,0	2,3	4,1	10,8

¹ Statistique représentant le niveau du mois de la colonne; ² Statistique représentant la variation depuis le mois de référence;

* Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

CANADA
Indicateurs économiques trimestriels

	TRIM. DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)		VARIATION ANNUELLE (%)		
			Trim. ann.	1 an	2020	2019	2018
Produit intérieur brut (M\$ 2012)	2021 T3	2 093 927	5,4	4,0	-5,2	1,9	2,8
Cons. des ménages (M\$ 2012)	2021 T3	1 189 996	17,9	5,0	-6,2	1,4	2,6
Cons. des gouvernements (M\$ 2012)	2021 T3	445 787	-0,7	3,9	0,0	1,7	3,2
Investissements résidentiels (M\$ 2012)	2021 T3	158 802	-31,3	0,3	4,3	-0,2	-1,1
Investissements non résidentiels (M\$ 2012)	2021 T3	165 988	-0,9	2,3	-12,1	2,5	3,5
Changement des stocks (M\$ 2012) ¹	2021 T3	-8 290	---	---	-18 720	18 377	16 610
Exportations (M\$ 2012)	2021 T3	619 913	8,0	-1,1	-9,7	2,3	3,8
Importations (M\$ 2012)	2021 T3	637 383	-2,3	3,8	-10,8	0,4	3,3
Demande intérieure finale (M\$ 2012)	2021 T3	2 111 754	5,4	3,9	-4,1	1,2	2,7
Déflateur du PIB (2012 = 100)	2021 T3	119,6	3,1	7,7	0,7	1,5	1,7
Productivité du travail (2012 = 100)	2021 T3	109,0	-5,9	-5,4	8,3	1,1	1,0
Coût unitaire de main-d'œuvre (2012 = 100)	2021 T3	120,6	7,7	6,2	3,7	2,5	2,6
Solde du compte courant (M\$) ¹	2021 T3	1 369	---	---	-39 415	-47 041	-53 141
Taux d'utilis. capacité de production (%) ¹	2021 T3	81,4	---	---	77,5	81,9	83,2
Revenu personnel disponible (M\$)	2021 T3	1 471 864	7,2	5,1	8,9	4,8	3,0
Excédent d'expl. net des sociétés (M\$)	2021 T3	356 068	-23,9	12,6	-1,9	-0,6	4,8

¹ Statistique représentant le niveau au cours de la période; * Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

CANADA
Indicateurs économiques mensuels

	MOIS DE RÉF.	NIVEAU	VARIATION (%)			
			-1 mois	-3 mois	-6 mois	-12 mois
Produit intérieur brut (M\$ 2012)	Nov.	2 014 598	0,6	1,6	3,5	3,8
Production industrielle (M\$ 2012)	Nov.	393 755	0,0	1,1	3,9	3,6
Ventes des manufacturiers (M\$)	Déc.	63 996	0,7	8,7	6,1	16,6
Mises en chantier (k) ¹	Janv.	230,8	238,4	238,1	274,1	315,5
Permis de bâtir (M\$)	Déc.	11 156	-1,9	9,1	8,4	19,9
Ventes au détail (M\$)	Déc.	57 047	-1,8	0,5	1,6	8,6
<i>Excluant automobiles (M\$)</i>	Déc.	42 058	-2,5	-0,2	1,8	8,3
Ventes des grossistes (M\$)	Déc.	76 216	0,6	6,4	6,7	13,5
Surplus commercial (M\$) ¹	Déc.	-137,4	2 466	1 123	1 922	-2 088
<i>Exportations (M\$)</i>	Déc.	57 612	-0,9	9,0	8,0	21,7
<i>Importations (M\$)</i>	Déc.	57 749	3,7	11,6	12,3	16,8
Emplois (k) ²	Janv.	19 176	-200,1	11,4	49,4	74,2
Taux de chômage (%) ¹	Janv.	6,5	6,0	6,8	7,4	9,4
Rémunération hebdomadaire moyenne (\$)	Déc.*	1 135	0,4	-0,1	1,1	1,7
Nombre de salariés (k) ²	Déc.*	17 102	122,2	100,1	135,5	93,8
Prix à la consommation (2002 = 100)	Janv.	145,3	0,9	1,0	2,1	5,1
<i>Excluant aliments et énergie</i>	Janv.	137,5	0,6	0,5	1,4	3,5
<i>Excluant huit éléments volatils</i>	Janv.	142,6	0,8	0,8	1,9	4,3
Prix des produits industriels (2010 = 100)	Déc.	118,5	0,7	2,2	3,0	16,1
Prix des matières premières (2010 = 100)	Déc.	129,4	-2,9	1,4	3,8	29,0
Masse monétaire M1+ (M\$)	Déc.*	1 590 219	-0,8	0,6	2,9	14,4

¹ Statistique représentant le niveau du mois de la colonne; ² Statistique représentant la variation depuis le mois de référence;

* Nouvelle statistique par rapport à la semaine précédente.

ÉTATS-UNIS, CANADA, OUTRE-MER

Principaux indicateurs financiers

EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	ACTUEL	DONNÉES PRÉCÉDENTES					DERNIÈRES 52 SEMAINES		
	25 févr.	18 févr.	-1 mois	-3 mois	-6 mois	-12 mois	Haut	Moyenne	Bas
États-Unis									
Fonds fédéraux – cible	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Bons du Trésor – 3 mois	0,30	0,35	0,19	0,06	0,05	0,04	0,45	0,07	0,01
Obligations – 2 ans	1,61	1,48	1,16	0,46	0,20	0,15	1,61	0,42	0,12
– 5 ans	1,89	1,83	1,61	1,17	0,79	0,77	1,95	1,03	0,64
– 10 ans	1,98	1,94	1,78	1,47	1,29	1,45	2,05	1,54	1,17
– 30 ans	2,28	2,27	2,08	1,83	1,91	2,19	2,48	2,09	1,68
Indice S&P 500 (niveau)	4 371	4 349	4 432	4 595	4 509	3 811	4 797	4 377	3 768
Indice DJIA (niveau)	33 912	34 079	34 725	34 899	35 456	30 932	36 800	34 673	30 924
Cours de l'or (\$ US/once)	1 885	1 895	1 785	1 799	1 808	1 727	1 925	1 799	1 682
Indice CRB (niveau)	269,02	263,62	252,85	226,73	219,18	190,43	269,02	220,47	184,08
Pétrole WTI (\$ US/baril)	91,38	91,07	88,20	78,39	68,85	63,53	95,46	72,96	57,71
Canada									
Fonds à un jour – cible	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
Bons du Trésor – 3 mois	0,38	0,34	0,29	0,08	0,18	0,13	0,47	0,15	0,00
Obligations – 2 ans	1,55	1,49	1,25	0,93	0,44	0,30	1,57	0,65	0,22
– 5 ans	1,76	1,72	1,63	1,39	0,83	0,88	1,82	1,13	0,75
– 10 ans	1,93	1,88	1,76	1,59	1,20	1,35	1,97	1,50	1,12
– 30 ans	2,19	2,15	2,00	2,01	1,75	1,76	2,23	1,93	1,66
<u>Écart de taux par rapport aux États-Unis (points de %)</u>									
Fonds à un jour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bons du Trésor – 3 mois	0,08	-0,01	0,10	0,02	0,13	0,09	0,30	0,08	-0,11
Obligations – 2 ans	-0,06	0,01	0,09	0,47	0,24	0,15	0,62	0,23	-0,08
– 5 ans	-0,13	-0,11	0,02	0,22	0,04	0,11	0,33	0,09	-0,15
– 10 ans	-0,06	-0,06	-0,02	0,12	-0,09	-0,10	0,17	-0,05	-0,21
– 30 ans	-0,09	-0,12	-0,08	0,18	-0,16	-0,43	0,18	-0,16	-0,45
Indice S&P/TSX (niveau)	20 987	21 008	20 742	21 126	20 645	18 060	21 769	20 312	18 126
Taux de change (\$ CAN/\$ US)	1,2749	1,2751	1,2764	1,2788	1,2628	1,2741	1,2943	1,2530	1,2034
Taux de change (\$ CAN/€)	1,4346	1,4438	1,4225	1,4475	1,4895	1,5386	1,5275	1,4660	1,4145
Outre-mer									
<u>Zone euro</u>									
BCE – taux de refinancement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux de change (\$ US/€)	1,1251	1,1323	1,1145	1,1319	1,1795	1,2076	1,2252	1,1703	1,1145
<u>Royaume-Uni</u>									
BoE – taux de base	0,50	0,50	0,25	0,10	0,10	0,10	0,50	0,15	0,10
Obligations – 10 ans	1,46	1,38	1,25	0,83	0,68	0,86	1,59	0,90	0,58
Indice FTSE (niveau)	7 489	7 514	7 466	7 044	7 148	6 483	7 672	7 139	6 589
Taux de change (\$ US/£)	1,3398	1,3592	1,3406	1,3342	1,3759	1,3934	1,4212	1,3726	1,3208
<u>Allemagne</u>									
Obligations – 10 ans	0,23	0,17	-0,08	-0,34	-0,46	-0,29	0,28	-0,25	-0,54
Indice DAX (niveau)	14 567	15 043	15 319	15 257	15 852	13 786	16 272	15 457	13 921
<u>Japon</u>									
BoJ – principal taux directeur	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
Indice Nikkei (niveau)	26 477	27 122	26 717	28 752	27 641	28 966	30 670	28 646	25 971
Taux de change (\$ US/¥)	115,64	115,03	115,26	113,33	109,84	106,60	116,16	111,49	106,69

CRB : Commodity Research Bureau ; WTI : West Texas Intermediate ; BCE : Banque centrale européenne ; BoE : Banque d'Angleterre ; BoJ : Banque du Japon

Note : Données prises à la fermeture des marchés, à l'exception de la journée courante qui ont été prises à 11 h.